

Edito du journal de juillet-août 2008**A nous de construire l'alternative****Notre ministre de l'économie sacrifie l'agriculture**

Pour celles et ceux qui en doutaient encore, la douche fut froide. Madame la Conseillère fédérale Doris Leuthard n'y est pas allée par quatre chemins. Le compromis que le directeur de l'OMC Pascal Lamy avait réussi à arracher convenait à notre ministre de tutelle: «un bon compromis». C'est vrai, a-t-elle admis, cela pourrait coûter cher à l'agriculture. Entre 30 et 50% du revenu du secteur... une paille n'est-ce-pas? Il nous reste donc à remercier l'Inde et la Chine qui ont mis quelques grains de sable dans l'engrenage...

Mais rassurons-nous, notre Ministre nous promet à nouveau des mesures d'accompagnement: «nous ne laisserons pas tomber les paysans» a-t-elle ajouté. Au fur et à mesure que le ciel s'assombrissait sur l'OMC, c'est le ton des remontrances qui a été employé. On nous a servi le fait que plus nous attendions, plus le prix pour l'agriculture suisse serait cher à payer. Ou que l'échec des négociations était un drame pour les pays du sud.

Ces deux affirmations sont erronées; parce qu'elles sont basées sur le fait qu'aucune remise en question du commerce mondial actuel est envisagée. Les pays les «moins avancés» auraient pourtant été les principales victimes d'un accord. Car si la Suisse était prête à sacrifier son agriculture, c'était pour mieux attaquer les marchés du sud au niveau des biens industriels et des services, leur empêchant tout développement propre. Si ces pays risquent une péjoration de leur situation, c'est parce que la Suisse, qui a bouclé le premier semestre par des excédents commerciaux record, va s'empresser de poursuivre la course aux accords de libre-échange bilatéraux, souvent bien plus «agressifs», il est vrai, que les accords multilatéraux. Nous devons donc poursuivre nos mobilisations avec nos collègues des quatre coins de la planète afin que les accords bilatéraux ne soient pas basés sur le libéralisme à tout crin, mais sur des échanges équitables. Quant à l'agriculture suisse, si elle doit craindre une facture plus chère, c'est également parce que nos politiques n'ont pas encore amorcé le moindre signe de réflexion sur des alternatives possibles à un système voué à l'échec car basé sur les inégalités qu'il ne cesse d'exacerber. Nous ne voulons plus de ce type de politique commerciale. Il ne s'agit donc pas de se poser la question du coût d'un refus, mais bien de s'engager pour des politiques volontaristes aux profits des êtres humains et non uniquement des capitaux des multinationales. Utilisons tous à profit cette pause dans les négociations pour construire ensemble autre chose.

Sur le plan national et international (EMB et Via Campesina), il faut que nous poursuivions notre lutte pour des prix rémunérateurs qui couvrent les coûts de production et, plus largement, pour que des politiques basées sur la souveraineté alimentaire s'imposent. S'engager pour des conditions sociales et environnementales plus juste au delà de nos frontières, c'est aussi éviter l'arrivée de produits bon marchés, basés sur ce type de dumping.

Uniterre